





Journal de 1974

# ÉTATS-UNIS

POUR « ABUS DE POUVOIR »

## La commission judiciaire de la Chambre vote le second chef d'accusation contre M. Nixon

M. John Connally est inculpé

Washington. — Pour avoir fait à ce « devoir » de veiller à ce que les lois soient scrupuleusement appliquées, et « abusé du pouvoir exécutif en exerçant des pressions sur des administrations publiques », le président Richard Nixon a mérité une seconde fois, aux yeux de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, une mise en accusation devant le Congrès. Le monarque à son serment constitutionnel, qui fait de lui le protecteur de la loi, lui a

De notre envoyé spécial

même fait perdre une nouvelle voix républicaine au cours du vote qui, le 28 juillet, les députés de la commission. Un représentant républicain de l'Illinois, M. McClary, qui n'avait pas voté samedi le premier article de la recommandation d'impeachment, a soutenu, pour cette seule raison, l'article 2, qui a été adopté par vingt-huit voix contre dix. Dans le

jour, un ancien ministre du gouvernement Nixon, le quatuorzième, était inculpé dans un procès criminel. M. John Connally, ancien secrétaire au Trésor et conseiller personnel du président, la Maison Blanche, qui s'était brouillé après l'adoption du premier article de la recommandation d'impeachment, a affirmé que le président était convaincu de la justice de sa cause, n'avait pas réagi lundi soir 28 juillet à ces deux nouvelles nouvelles.

D'une manière beaucoup plus nette qu'auparavant, les députés de la commission ont été marqués par l'attitude tactique qui s'est établie entre les représentants démocrates et les républicains qui ont décidé de soutenir l'impeachment. Payant de leur personne, et si se sont senties à plusieurs reprises pour défendre l'article proposé qui avait été, au premier, traité à discussion. En effet, si l'adhésion de M. Nixon et de son entourage à la loi, de leurs adversaires politiques, et les moeurs qu'ils avaient adoptées pour leur autre n'étaient pas manifestement défendues, les députés ont reproché au président lui-même son attitude. Lors de la discussion de l'article 1, les députés ont reproché au président lui-même son attitude. Lors de la discussion de l'article 1, les députés ont reproché au président lui-même son attitude. Lors de la discussion de l'article 1, les députés ont reproché au président lui-même son attitude.

« La seule possibilité envisageable »

L'annonce de l'impeachment de M. John Connally pour « corruption, abus de pouvoir et obstruction à la justice » par un comité de la Chambre, a provoqué une réaction de surprise chez les députés. M. Connally, qui trois fois avait été nommé à la présidence de la commission judiciaire, s'était rallié au parti républicain en 1973, après avoir longtemps occupé le poste de secrétaire de la Chambre. Une semaine après son ralliement, le président avait fait de lui son conseiller officiel et personnel. Connally est un homme d'origine irlandaise, d'origine irlandaise, d'origine irlandaise.

Cambridge et les irrégularités financières commises par M. Nixon, à moins que, d'un commun accord, les membres de la commission ne décident de renoncer à la procédure. Les députés ont voté, le 28 juillet, pour la recommandation d'impeachment, à la majorité de 28 voix contre 10.

« Les abus de pouvoir, si le terme est utilisé, ne sont pas nouveaux. Ils ont été pratiqués par de nombreux présidents américains. Mais ce qui est nouveau, c'est le mode de leur révélation. C'est un mode de révélation qui a été mis en accusation. Le vote était acquis d'avance après le précédent créé par le scrutin de samedi, le 28 juillet, par les républicains fidèles, jusqu'au bout, au président. Ce scrutin, qui a été mis en accusation, est un mode de révélation qui a été mis en accusation.

« L'article 2 de l'acte d'accusation »

L'article 2 de l'acte d'accusation a été présenté par le représentant William Hungate (démocrate du Missouri). Il déclare : « Utilisant les pouvoirs de la loi, Richard M. Nixon, en violation du serment constitutionnel, a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

« L'article 2 de l'acte d'accusation »

L'article 2 de l'acte d'accusation a été présenté par le représentant William Hungate (démocrate du Missouri). Il déclare : « Utilisant les pouvoirs de la loi, Richard M. Nixon, en violation du serment constitutionnel, a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

### M. Nixon et les siens

Un vice-président pris le main dans le sac et les autres oubliés de l'histoire ? Si oui, quel demandeur avec ironie quand est inconnu du grand public lui qui a été nommé vice-président en 1969, et qui a été nommé vice-président en 1969, et qui a été nommé vice-président en 1969.

« L'article 2 de l'acte d'accusation »

L'article 2 de l'acte d'accusation a été présenté par le représentant William Hungate (démocrate du Missouri). Il déclare : « Utilisant les pouvoirs de la loi, Richard M. Nixon, en violation du serment constitutionnel, a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

« L'article 2 de l'acte d'accusation »

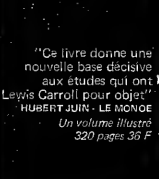
L'article 2 de l'acte d'accusation a été présenté par le représentant William Hungate (démocrate du Missouri). Il déclare : « Utilisant les pouvoirs de la loi, Richard M. Nixon, en violation du serment constitutionnel, a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, et a tenté de déformer la tâche de la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

# SEUIL

## 17 Biographies



« La première biographie de Sartre » Le pour et le contre d'une œuvre littéraire et philosophique, d'un engagement politique et d'une aventure humaine exceptionnelle. Nul n'était mieux placé que F. Jeanson pour résumer cette biographie complète. Un volume illustré 304 pages 29 F.

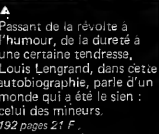


« Ce livre donne une nouvelle base décisive aux études qui ont Lewis Carroll pour objet » HUBERT JUIN - LE MONDE Un volume illustré 320 pages 36 F.

## 18 Témoignages Enquêtes



Pourquoi la France compte 2 000 nobles de plus par an... Un volume illustré 144 pages 24 F.

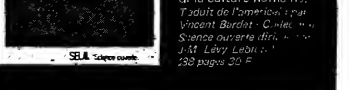


« Passant de la révolte à l'humour, de la dureté à une certaine tendresse, Louis Langrand, dans cette autobiographie, parle d'un monde qui a été le sien : celui des mineurs. 192 pages 21 F.



« L'usage rituel des psychodéiques. Le recours à des substances végétales pour élargir le champ de la conscience semble être une pratique fondamentale de la culture humaine. Toulut de l'Amérique, par Vincent Budrin - C. H. H. Science ouverte, 1974. 336 pages 30 F.

## 19 Sciences



« L'usage rituel des psychodéiques. Le recours à des substances végétales pour élargir le champ de la conscience semble être une pratique fondamentale de la culture humaine. Toulut de l'Amérique, par Vincent Budrin - C. H. H. Science ouverte, 1974. 336 pages 30 F.

SEUL 27, RUE JACOB PARIS 6<sup>e</sup> CATALOGUE SUR DEMANDE

DEMAIN : Vie pratique Loisirs, voyages



## La Guinée-Bissau a demandé officiellement son admission à l'ONU

Tandis que le nouveau premier ministre M. Inaru, possédait des renseignements sur les intentions de son gouvernement, les observations constatèrent que seules les personnes qui ont travaillé pendant des jours et que le Comité d'ordination de l'armée déliaient de la communication. Le communiqué militaire n'a été rendu public depuis la nomination d'un nouveau premier ministre.

Le producteur de M. Inaru, le ministre de la Défense, se trouve, pour la première fois, en contact avec sa famille. La maison est gardée par des militaires et des policiers.

Les conversations américano-soviétiques, engagées le 15 juillet dernier, ont été interrompues par les bases du Sud est interrompues.

Quant à la lettre adressée par M. Helmut Schmidt à M. Gheorghe, ce dernier n'a pas été révisée. Mais on pense que la lettre adressée à la Roumanie et à la République de Pologne et à Varsovie, portèrent sur la question de l'octroi d'un crédit bulgare-allemand à la Pologne d'un montant de 100 millions de dollars à un taux préférentiel, ainsi que sur l'alignement en R.F.A. de certaines pénalités d'origine allemande.

LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT  
EXAMINE  
UNE AFFAIRE DE COMLOT

Outre l'accusation de complot, les personnes poursuivies ont à répondre d'une «maïeutique d'une association illicite», d'une «contribution à la dégradation des dispositions des membres de l'association d'un local pour réunions», de «diffamation», de «diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public» et de «recel d'un condamné se soustrayant au contrôle administratif».

A la demande de la défense, accrédité par une vingtaine d'avocats, le début des débats a été renvoyé au 5 août.

**M. GROMYKO  
FERA UNE VISITE  
A BONN  
A LA MI-SEPTEMBRE**

Les conversations américano-allemandes, engagées le 15 juillet dernier, en vue de l'échange d'ambassadeurs ont été interrompues.

Quant à la lettre adressée par M. Helmut Schmidt à M. Gierak, ex-teneur n° 3 pas été révisée. Mais on pense que les conversations entre Bonn et Varsovie porteront sur la question de l'octroi d'un « crédit ouest-allemand » à la Pologne d'un montant de 1 milliard de Deutschmarks à un taux préférentiel, ainsi que sur l'émigration en R.F.A. de citoyens polonais d'origine allemande.

## A LA VEILLE DE L'ARRIVÉE DE M. ARAFAT A MOSCOU

**...dont le pape appuie les « aspirations légitimes »**

Le pape Paul VI a rendu public mardi le texte d'une lettre qu'il avait adressée le 16 juillet der-

rière, violente que nous, avec tristesse, n'avons pu que déplorer momentanément.

TRENTE-CINQ DÉTENU  
POLITIQUES  
ONT ÉTÉ LIBÉRÉS  
À LA DEMANDE DE L'ARMÉE

Tandis que le nouveau premier ministre, M. Imru, poursuit ses consultations en vue de la formation de son gouvernement, les observations constatent que les restrictions ont cessé depuis plusieurs jours et que le Colonel Makkonen, qui est le chef d'escadron le plus grand sergent. A son communiqué militaire n'a été rendu public depuis la nomination du premier ministre.

Le prédécesseur de M. Imru Makkonen, se trouve, pour part, assigné à résidence chez lui avec sa famille. Le Makkonen a été par le militaire et le militaire par le militaire et le militaire par le militaire.

**Le général Mordekhai Gour : les Arabes pourraient déclencher une nouvelle guerre vers la fin de 1974**

À ce propos, le correspondant militaire de *Martha* annonce mardi qu'un certain nombre de réservistes, notamment des techniciens chargés de remettre en état le matériel et les équipements des, depuis d'urgence, de l'armée, ont été prélevés, notamment rappelés, sur les unités du front.

## Le style est-il « rétro » ?

Mais, au fond, c'est peut-être la marque des progrès les plus vrais et les plus durables que nous ne pas susciter longtemps l'étonnement. Le changement qui réussit est celui qui se transforme rapidement en habitude.

Bref, voilà donc trois domaines où chacun, ou presque, retrouve. Abandonnerais-je les convictions et le mouvement qui sont les miens qu'aucune autre formation politique ne m'offrirait.

cevoir qu'à travers le bouillonnement de mai 1968 il y avait un « malaise des Américains », lui dont l'histoire retiendra que ce sont surtout les craintes du changement qui ont finalement entraîné le vote négatif d'avril 1969.

Desein ambitieux, dira-t-on. Mais ce serait le plus bel hommage qu'on puisse lui rendre. Desein, en tout cas, à la mesure des plus enthousiastes, des plus passionnés, des plus généreux.

(\*) Député de la Loire, secrétaire

general adjoint de P.D.R.

150

# POLITIQUE

DE L'U.D.R.

## Désarroi

Par RENÉ GALY-DEJEAN (\*)

EN croire le secrétaire général de l'U.D.R., voici donc que la vigilance ne paraît plus s'imposer. La Nation a disparu et les assises du mouvement, d'abord autonomes à grand fracas pour le fin de l'année, seraient devenues inutiles. Pour moi, militant U.D.R., pour nous tous, membres du mouvement, c'est, en quelque sorte, le renvoi dans nos foyers. Au demeurant, notre secrétaire général a tout prévu, chacun aura son visage : une minuscule que l'on pourra écouter en groupe dans les permanence, en évoquant les combats passés et en rêvant des luttes futures mal définies.

On croit rêver, précisément. Car enfin tout cela, ce sont des mots. Pourquoi tant d'effort, pourquoi tant de sollicitude ? Les militants de l'U.D.R. ont quelque mémoire, peut-être aussi quelques idées.

Pour la mémoire, voyez. Nos querelles finissent encore des beaux discours qui ont jalonné les parcours glorieux du passé. Nous avons eu, au sein de notre mouvement, quelques grandes voix, de celles qui font vivre les rassemblements, de celles qui nous ont fait connaître. Avec tout le respect qu'il leur faut garder, que l'on se laisse des militants, nous nous rangeons dans une discorde.

Pour la mémoire, voyez encore. Modèles pour la contestation, celui de l'élection présidentielle, notre mouvement nous a désigné, comme il est normal, l'homme qui devait porter nos espérances. Etalons le meilleur ? Non, à l'évidence, et beaucoup militent le persévèrent même de s'engager dans la bataille, qui ont néanmoins suivi avec discipline les instructions de nos instances dirigeantes. Alors, en nous dit aujourd'hui : oubliez le passé et parlez de l'avenir. Mais que les choses valent se retiennent.

Pour la mémoire, voyez toujours. Sur quel bilan, contre quels nous a-t-on, depuis des années, fait marcher les troupes U.D.R. ? L'anticommunisme au premier chef, point n'est besoin d'insister. Comme aux hommes, personne mieux que M. Sanguinetti n'a su égarer, comme il plaît aux militants, ceux qui ont nom Lacanuet, Servan-Schreiber, Poniowski. Est-ce à eux qu'il faut se rallier ? Leur doctrine est-elle à détester et leur discipline à détester ? Ou bien la discipline du gaullisme et de l'U.D.R. Si nos chefs valent être logiques, qu'ils dissolvent l'U.D.R. et soient le gaullisme eux-mêmes, et que chacun de nous trouve sa voie.

Pour la mémoire, voyez enfin. Que le premier ministre fasse des propositions de loi gaullistes réchauffe le cœur de tous les militants U.D.R. Mais, pour le moment, il n'est rien sur le plan politique d'entendre, avec M. Lacanuet, Poniowski et même Servan-Schreiber par habitude interrompue. Or le militant camérad

mal le langage du compromis, surtout lorsque celui-ci reste hasardeux, pour ne pas dire ambigu.

Alors, les militants s'interrogent. Il leur vient des idées, souvent en forme d'interrogation. D'où naît un certain désarroi.

Parallèlement, les idées, en une certaine mesure, ont une valeur essentielle. On nous dit : il faut être loyal envers M. Giscard d'Estaing. La loyauté est un vertu que nos militants ont apprise de longue date. Ils savent aussi ce que sont nos institutions, et connaissent notamment l'importance du rôle joué par le président de la République, chef de l'exécutif de la Nation. Donc point n'est besoin de les prendre par le menton. Ils savent que l'homme, non sur des gestes mais sur ses actes, nous a fait connaître, mais lorsque, dans la tourmente, elle venait, il aura, seul, à administrer la preuve qu'il domine les événements. Ce n'est, il est évident, que nous attendons.

Mais il y a aussi l'idée que M. Giscard d'Estaing, ce n'est pas, ce n'est plus, ce n'est peut-être pas M. Poniowski et les républicains indépendants. Ce n'est pas non plus M. Lacanuet et les républicains de tous poils. Cela, nos militants le savent, et, si la vigilance à l'égard du président de la République n'a, dans nos institutions, que peu de sens, en revanche, la mobilisation n'est pas permanente vis-à-vis de ceux qui pourraient amener le chef de l'Etat à prendre des positions qui ne sont pas les leurs, et que nous réprovoquons.

Donc, l'idée vient encore que la situation de nos députés est bien mauvaise. Qui peut croire, comme l'affirme notre secrétaire général, qu'il y ait un jour collégialité entre le député élu et le député élu ? Le leader des républicains indépendants et le rôle du mouvement, qui doit être celui d'un mouvement, doit être mentalité U.D.R. créer les conditions pour qu'il y ait un jour un ? Au mieux, nous sommes appelés à constituer un syndicat de défense des députés sortants. Pour l'instance d'un mouvement, ce n'est déjà pas si mal, mais sur le plan des idées ce n'est guère exaltant.

Mais qu'est-ce que nous pressent ? Laissons agir les hommes ou, pour voir, attendons et voyons venir en préparant une réponse à toutes les éventualités, les meilleures comme les pires. Pourquoi cette précipitation à démolir l'U.D.R. ? Pour quoi, disons le mot, solides ? L'U.D.R. ? La direction de nos dirigeants, depuis le début de la campagne présidentielle jusqu'à nos déclarations si récentes, n'est-elle pas, à l'égard de la loi de l'Union, est-ce bien de désordre ? Si oui, n'est-ce pas de désordre ? Si oui, n'est-ce pas de désordre ? C'est l'espérance.

(\*) Conseiller de Paris (U.D.R.), ancien chef de cabinet de Georges Pompidou.

## Pour ou contre les honneurs militaires au Palais-Bourbon

Puisse note dans un débat où plusieurs députés se firent les tribunes à l'Assemblée nationale, les honneurs militaires au Palais-Bourbon.

Le président des radicaux de gauche, M. Edgar Pauriol, a déclaré que le programme commun, d'ailleurs, n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

« Probablement M. Robert Pauriol n'a pas trouvé à nourrir beaucoup le programme commun, d'ailleurs, n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

Le président des radicaux de gauche, M. Edgar Pauriol, a déclaré que le programme commun, d'ailleurs, n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

Le Pauriol voit à la réforme qu'il propose un double avantage : l'économie réalisée et la valorisation du sort des gardes républicains. Pour argumenter, il ne s'attarde pas à dire que le programme commun, d'ailleurs, n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

« Puisse qu'il y a une composition des gardes républicains, ce n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

Le président des radicaux de gauche, M. Edgar Pauriol, a déclaré que le programme commun, d'ailleurs, n'est pas un programme commun. Il a fait un long discours, mais il n'a rien dit de nouveau.

## Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître

Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître. Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître. Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître. Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître. Le n° 1 de TRAFIC vient de paraître.

## Le MAGAZINE PRATIQUE DE LA RUE ET DE LA ROUTE

Des milliers de suggestions pour votre sécurité et celle de votre famille, pour connaître vos droits et les défendre, pour tout enfin savoir sur les routes de France. TRAFIC, le magazine vraiment nouveau pour les Français qui se déplacent.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

## Le Monde rééclaire chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réservez aux lecteurs résidents à l'étranger. Nombre spécimen sur demande. 5, rue des Mathurins, 75008 PARIS cedex 16

Installez vos bureaux (P<sup>te</sup> Maillot) dans le Centre International de Paris. Vous serez en plein cœur de l'Europe des affaires. prix à partir de 700 f le m<sup>2</sup>

Exclusivité de location : SAF 42 avenue de Friedland 75008 Paris 622 10-10



Quand on monte dans une voiture, clic ! on ferme la porte. C'est normal.

Alors avant le contact, clic ! attachons nos ceintures. C'est pareil.

Clic ! c'est doubler nos chances de ne pas être gravement blessé en cas d'accident.

Clic ! c'est doubler nos chances de survie.

Parce qu'on ne choisit pas d'avoir un accident.

En ville ou à la campagne. Pour faire 1000 kilomètres ou 1 kilomètre.

Avant de partir, clic ! ayons le bon réflexe :

**ATTACHONS NOS CEINTURES**

Délégation à la Sécurité Routière

Au cours des 3 premiers mois de 1974, 177 personnes ont eu la vie sauve grâce à leur ceinture de sécurité. Pour la même période, 181 personnes ont été tuées pour avoir négligé de boucler leur ceinture comme il faut.

## Soucieux d'évoluer avec son temps

M. Hubert Germain (U.D.R.) rappelle qu'il soutient le gouvernement

M. Hubert Germain, compagnon de la Libération, ancien ministre, ancien député U.D.R. de Paris, a publié lundi 28 juillet la déclaration suivante : « Le gouvernement du fait présidentiel est l'une des règles d'or de la République. L'opinion ne comprend pas que des hommes qui ont décidé de soutenir l'Union Côté d'Esting aient pu se laisser aller à des décisions et combattent aujourd'hui son action et celle de son gouvernement. »

M. Germain a décidé de créer un « centre d'études et de recherches politiques de notre temps » dont le siège sera installé dans l'ancien hôtel de la V<sup>e</sup> République, et à partir des actes politiques fondamentaux les plus importants de l'histoire nationale, les progrès économiques et les grandes sociétés dont elles émergent, se crée une pour les hommes de notre temps et des hommes de notre temps.

« Selon la situation, de leur combat politique, de leur harmonisation à la majorité nouvelle. » M. Germain, qui, depuis juillet 1973, avait été successivement ministre des P. et T. et ministre chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de M. Messmer, a toujours été un partisan de son cabinet, au ministère des études, de 1967 à 1969, avant d'être élu député du troisième arrondissement de Paris (quatrième circonscription).

Président-fondateur, en 1969, de l'Institut parlementaire Français et celui du gaullisme, M. Germain avait été, après la mort de Georges Pompidou, un des plus actifs partisans d'une candidature de M. Messmer à l'Elysée et avait joué un rôle important au sein du groupe des 43, qui avait prêté une candidature d'union de la droite avec de se rallier à celle de M. Giscard d'Estaing.

M. Germain, qui avait été battu lors des élections législatives de 1967 par un communiste, avait retrouvé son siège en 1968 et l'avait conservé en 1973 avec l'appui de son parti. M. Jean Turco, suppléant de M. Germain à l'Assemblée nationale, n'a pas démissionné de son mandat.

M. Germain avait été élu en 1973 le président de l'Assemblée parlementaire Française et celui du gaullisme. M. Germain avait été élu en 1973 le président de l'Assemblée parlementaire Française et celui du gaullisme.

« Selon la situation, de leur combat politique, de leur harmonisation à la majorité nouvelle. » M. Germain, qui, depuis juillet 1973, avait été successivement ministre des P. et T. et ministre chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de M. Messmer, a toujours été un partisan de son cabinet, au ministère des études, de 1967 à 1969, avant d'être élu député du troisième arrondissement de Paris (quatrième circonscription).

« Selon la situation, de leur combat politique, de leur harmonisation à la majorité nouvelle. » M. Germain, qui, depuis juillet 1973, avait été successivement ministre des P. et T. et ministre chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de M. Messmer, a toujours été un partisan de son cabinet, au ministère des études, de 1967 à 1969, avant d'être élu député du troisième arrondissement de Paris (quatrième circonscription).

« Selon la situation, de leur combat politique, de leur harmonisation à la majorité nouvelle. » M. Germain, qui, depuis juillet 1973, avait été successivement ministre des P. et T. et ministre chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de M. Messmer, a toujours été un partisan de son cabinet, au ministère des études, de 1967 à 1969, avant d'être élu député du troisième arrondissement de Paris (quatrième circonscription).

« Selon la situation, de leur combat politique, de leur harmonisation à la majorité nouvelle. » M. Germain, qui, depuis juillet 1973, avait été successivement ministre des P. et T. et ministre chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de M. Messmer, a toujours été un partisan de son cabinet, au ministère des études, de 1967 à 1969, avant d'être élu député du troisième arrondissement de Paris (quatrième circonscription).

Alors que les incidents continuent dans les établissements pénitentiaires

## Le mécontentement des surveillants s'amplifie

De nouveaux incidents se sont produits, pendant la journée du mardi 30 juillet, dans plusieurs prisons françaises, notamment à Toul (Meurthe-et-Moselle) et à Riom (Puy-de-Dôme), où plusieurs centaines de détenus ont refusé de travailler, par solidarité avec les détenus des autres établissements pénitentiaires.

Les incidents les plus graves se sont toutefois produits à la maison d'arrêt de Cambrai (Nord), où une dizaine de détenus sur quarante ont refusé de travailler, par solidarité avec les détenus des autres établissements pénitentiaires.

Quatre prisonniers qui s'étaient réfugiés sur les toits ont été accueillis dans le réfectoire après l'intervention des agents pénitentiaires. A midi, tout était rentré dans l'ordre.

D'autre part, plusieurs mouvements ont été signalés à Douai (Nord), à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), à Beauneville (Gironde) et à Angers (Maine-et-Loire). A Strasbourg, trois détenus représentant le comité non violent de la prison ont remis en prometteur de la République une lettre ouverte dans laquelle ils déclaraient notamment : « Nous n'avons pas cessé notre prison et nous ne la ferons pas, à moins que les autorités nous y obligent ».

Enfin, cinq cents détenus de la maison d'arrêt de la Santé à Paris, ont entamé, depuis samedi, une grève de la faim, en solidarité avec le Comité d'action des prisonniers. Les grévistes demandent notamment que les petits mutuels qui séparent les cours de promenade soient abolies, le temps de travail augmenté et que la promesse soit abolie, une fois la matinée, une fois l'après-midi.

Parallèlement à ces mouvements, le mécontentement des surveillants de prison semble s'amplifier, notamment à Lille, à Saint-Martin-de-Ré, à Riom, et surtout à Fresnes, où les grévistes avaient cessé, ce mardi matin, une partie de leur travail.

### LILLE : « le personnel est écœuré »

De notre correspondant

Lille. — Dans la matinée de lundi, la prison de Douai était en effervescence. Après la promenade, une centaine de détenus ont manifesté leur mécontentement en scandant des slogans, certains d'entre eux prenant à partie des gardiens. Mais un meneur s'est dégage du groupe et a demandé l'intervention avec le procureur de la République, qui Chenevix, avec qui il a pu, en effet, dialoguer peu après.

Ce détenu expose les revendications des prisonniers : la suppression du grillage au portail, l'aménagement de V.C. dans la cour de promenade, la possibilité de prendre deux douches par semaine, une attribution de sous-vêtements, plus de livres à la bibliothèque, surtout des romans policiers, etc. Un véritable cahier de revendications qui est passé par la direction. Après cette entrevue, tout est rentré dans le calme.

L'autre nuit, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des gardiens de prison ont tenu une réunion au directeur de la prison de Lille-Lille, aux sous-préfets de Valenciennes et de Douai. Ces motions disent tout le mécontentement des surveillants. Le texte remis à Lille stipule : « Mécontentement, des surveillants, de la mission de la prison, de la responsabilité à l'égard des détenus qui sont pris en charge par le personnel de l'administration pénitentiaire est, nous le constatons, de plus en plus déprimé. Il est devenu l'élément principal de la crise. »

Un autre texte des mêmes syndicats, moins sévère, a été remis à la presse. Il y est notamment déclaré : « Le personnel de surveillance

des prisons de Lille, représenté par le C.G.T., C.F.D.T., F.O., affirme profondément son attachement à son métier qui est — par-dessus toutes les considérations diverses — avant tout une mission humaine. La destruction partielle de la prison de Douai, l'agitation de la maison d'arrêt de Valenciennes, la manifestation de la prison de Lille, les incidents de la bibliothèque, les incidents de la police, etc. Un véritable cahier de revendications qui est passé par la direction. Après cette entrevue, tout est rentré dans le calme.

Les représentants syndicaux du personnel de la prison de Valenciennes ont publié récemment un texte dans lequel ils déclarent : « L'hypothèse qui consiste à nous faire passer de la surveillance à la responsabilité de la prison est une hypothèse qui nous paraît totalement étrangère. Nous ne sommes pas des responsables de la prison, nous sommes des surveillants. Nous ne sommes pas des responsables de la prison, nous sommes des surveillants. Nous ne sommes pas des responsables de la prison, nous sommes des surveillants. »

La situation actuelle, à pour- suite de la grève de la faim, est une situation de tension. Les grévistes demandent notamment que les petits mutuels qui séparent les cours de promenade soient abolies, le temps de travail augmenté et que la promesse soit abolie, une fois la matinée, une fois l'après-midi.

### A La Tabouère

#### DEUX DETENUS TENTENT DE SE DONNER LA MORT

Deux détenus de la maison d'arrêt de La Tabouère, près de Saint-Brieuc, ont tenté de se donner la mort pendant l'après-midi du mardi 30 juillet.

L'un a avalé un verre d'acide, l'autre a avalé une bouteille d'acide. Les deux ont été transportés à l'hôpital de Saint-Brieuc, où leur état est considéré comme satisfaisant.

L'autre nuit, la mère de Gilbert Bonnard, le jeune détenu, a été appelée par le directeur de la prison de La Tabouère, qui lui a dit que son fils avait avalé de l'acide. Elle a été appelée par le directeur de la prison de La Tabouère, qui lui a dit que son fils avait avalé de l'acide.

#### INCIDENTS A LA PRISON DE POINTE-A-PITRE

Des incidents se sont produits pendant la journée du dimanche 28 juillet, de 8 heures à 12 heures, à la prison de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. La moitié environ des détenus ont refusé de travailler, par solidarité avec les détenus des autres établissements pénitentiaires.

Les incidents les plus graves se sont toutefois produits à la maison d'arrêt de Cambrai (Nord), où une dizaine de détenus sur quarante ont refusé de travailler, par solidarité avec les détenus des autres établissements pénitentiaires.

### Saint-Martin-de-Ré : la tension augmente

(De notre correspondant)

Bordeaux. — La situation dans la prison du Sud-Ouest n'a guère évolué : à la centrale d'Essen, près de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), les détenus n'ont toujours pas repris leur travail et réclament une augmentation de leur salaire de 50 %. A Saint-Martin-de-Ré, la tension augmente, mais il n'y a pas eu d'incident pour l'instant. Cependant, dans ces deux établissements, on constate une certaine insécurité des gardiens. Ainsi, à Saint-Martin-de-Ré, une délégation de gardiens du pénitencier a obtenu des autorités la suppression de la promesse de salaire, la suppression de la promesse de salaire, la suppression de la promesse de salaire.

1) La sécurité. Ils redoutent qu'un cas de révolte soit le prétexte pour une insurrection. Ils redoutent qu'un cas de révolte soit le prétexte pour une insurrection. Ils redoutent qu'un cas de révolte soit le prétexte pour une insurrection.

2) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

3) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

4) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

5) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

6) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

7) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

8) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

9) La discipline. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse. Ils redoutent que les détenus prennent l'habitude de se comporter de manière irrespectueuse.

## M. Lecannet saisit le gouvernement d'un projet de réforme

(Suite de la première page)

Son désir d'agir devrait se manifester selon deux orientations : l'une est déjà connue, elle est décrite dans la note sur les missions d'urgence et d'urgence, l'autre est moins connue, elle est décrite dans la note sur les missions d'urgence et d'urgence.

Plus compliqué à élaborer est le projet de loi sur la réforme de la justice pénale. M. Lecannet a présenté au conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

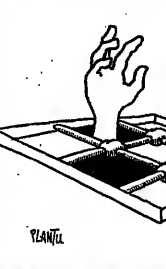
d'un récidiviste. Mais une lettre des détenus de la centrale de Poitiers démontre bien à quel point les magistrats, ceux du parquet, peuvent faillir dans la note sur les missions d'urgence et d'urgence.

Cette loi n'est pas appliquée, écrit-il, les détenus, mais donne lieu, dans les condamnations, à des interprétations erronées. Il n'est pas rare d'entendre un avocat général demander aux jurés d'être indulgents, car, selon lui, le détenu bénéficie d'une libération conditionnelle à tort.

Cela est faux, statistiquement parlant, les détenus qui bénéficient d'une libération conditionnelle à tort sont très rares. Mais, si l'on considère le nombre de détenus qui sont libérés, on voit que le nombre de détenus qui sont libérés est très élevé.

seurs du contingent qui s'ennuient quelque peu dans leurs casernes.

Quant aux autres mesures figurant dans la note sur les missions d'urgence et d'urgence, c'est-à-dire les conditions de travail, appel aux médecins des directions de l'action sociale, etc., elles sont toutes à l'état de projet. Elles sont toutes à l'état de projet. Elles sont toutes à l'état de projet.



(Dessin de FLANTOJ)

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

La réorganisation passe aussi par la suppression de certaines directions de l'action sociale, par la suppression de certaines directions de l'action sociale, par la suppression de certaines directions de l'action sociale.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.

Le projet de loi sur la réforme de la justice pénale a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres le mercredi 27 juillet.









***Ils remplacent l'homme, mais ne lui ressemblent pas***

## Par DOMINIQUE VERGUÈSE

sont même si éloignées des robots à l'image de l'homme, tels que les ont imaginés les romanciers, que les ingénieurs préfèrent souvent parler d'automates, de téléopérateurs, ou simplement de machines automatiques.

Depuis cinq ans environ, les recherches, surtout aux Etats-Unis, au Japon, en Europe de l'Est et en Union soviétique, se sont même franchement éloignées de la réalisation de robots anthropomorphes, pour s'intéresser à trois sortes de machines auto-

matiques, utilisables dans l'industrie, pour des applications médicales et pour des interventions en milieu hostile.

Ces trois catégories d'application posent des problèmes techniques analogues, et il est frappant de constater à quel point ces problèmes sont difficiles à résoudre. La France est assez en retard dans ce domaine, surtout en ce qui concerne les automateurs industriels. Dans tous les pays, le champ d'application médical est vaste, et encore



## Des O.S. électroniques

tée d'une caméra de télévision mobile. Il était chargé de trouver son chemin dans une vaste pièce encombrée de cubes, de boîtes, d'objets divers, pour rendre au point donné, pour saisir, aller chercher un quatrème objet, ou encore pousser une boîte la long d'une rampe. Dans une salle attenante, dix à quinze personnes travaillaient à plein temps pour rédiger les programmes des deux calculateurs qui devaient permettre à Shakey d'accomplir les tâches prévues. Le développement des programmes ne requerrait pas moins de deux à trois millions de tranche-disques, les calculs de mémoire centrale, à laquelle étaient adjointes des mémoires périphériques, disques, tambours, etc., soit des centaines de millions de mots.

Tandis que Lighthill accusait les spécialistes de vouloir obtenir tous les jours plus d'argent pour des recherches sans espoir, ceux-ci reprochaient à l'expert britannique de n'avoir compris que l'histoire des artifices. Mais Lighthill était bien persuadé que l'on s'auto-détruirait, et à peu, des robots intelligents pour s'attaquer à la solution de problèmes plus simples et plus pratiques.

Aujourd'hui, l'Institut de recherches de Stanford a abandonné Shakey définitivement. La NASA et le ministère de la défense au National Science Foundation dépensent au total environ 3 millions de dollars par an (environ 15 millions de francs) pour les recherches météorologiques avancées. Les autres météorologistes américains ont leur lieu du double en 1982. Au Japon, les universitaires ont tracé

**I**l n'est sans doute pas de secteur dans lequel l'attitude personnelle des ingénieurs oriente autant les recherches que celui de la « robotique ». La disparition des robots « intelligents » n'a pas mis un terme au débat sur l'approche philosophique qu'il convient d'adopter. Après avoir tenté de copier l'intelligence humaine, certains ingénieurs cherchent maintenant à imiter l'homme considéré comme une machine qui accomplit des mouvements, tandis que d'autres veulent s'en remettre à des automatismes classiques.

La querelle n'est pas seulement

académique. Elle définit la complexité des systèmes, l'anthropomorphisme étant très difficile à réaliser. La réponse varie, pour une large part, en fonction de l'application considérée. Doter un paralysé d'un bras artificiel avec lequel il pourra toucher, saisir des objets, requiert une approche assez anthropomorphe. Encore le professeur Rabichong, qui dirige l'unité de recherches biomécaniques 103 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) à Montpellier, a-t-il moi même en garde contre le désir de trop bien faire.

Le spécialiste R. Tomovic, de la faculté d'électrotechnique de Belgrade va plus loin et se demande « si les automates industriels ne seront pas utilisés pour perfectionner un certain type de relations humaines et sociales dans l'entreprise », comme dans les usines automatiques imaginées par les Américains. L'expérience de la société Vnvo, qui a ouvert une usine de montage d'automobiles où les ouvriers, groupés en une équipe de quinze à vingt personnes, choisissent les tâches qu'ils veulent accomplir au lieu d'avoir chacun une tâche répétitive, montre bien que l'alternance

Pour les automates industriels, l'approche anthropomorphe est plus discutable. Prisonniers de leurs recherches passées, les ingénieurs américains du Stanford Research Institute (S.R.I.) et du Massachusetts Institute of Technology, les deux principaux centres où se font des travaux, ne parviennent pourtant pas à imaginer des automates industriels qui ne reproduisent pas les mouvements de l'homme.

au bras d'aller prendre une première place dans une boîte, de la placer sur un plan de travail, puis de saisir une fraise, et de creuser un trou, de placer un axe dans le trou...

Ces automates industriels sont évidemment destinés à remplacer l'homme le long de chaînes de production de grande série, appareils ménagers, automobiles, etc. Pour les ingénieurs français et d'ailleurs, le « Robot II » n'est pas un

Les représentants de la régie Renault sont cependant partisans des automatismes industriels — les O.S. électroniques, comme on les appelle déjà — et rejettent le « boîtier de Voivre, d'autant qu'ils s'inscrivent dans un ralentissement, dans les années à venir, de l'immigration » de la main-d'œuvre non spécialisée. La Régie aura besoin de milliers d'automatistes dans un proche avenir. Repenser les chaînes pour les adapter.

- les recherches sur les modèles mathématiques du cerveau humain.
- les robots.
- La plupart des chercheurs dans le domaine de l'intelligence artificielle (...) ont suivi leur sentiment de désenchantement pour ce qui a été accompli ces vingt-cinq dernières années », écrit Lighthill dans son rapport original. Mais, tania, ce que donne les deux premiers exemples de la recherche est très remarquable, les progrès des robots ont été « encore plus lents et plus décourageants ». Il reconnaissait les progrès de la programmation, mais il était convaincu que les progrès énormes nécessaires à un ordinateur pour reconnaître quelques objets dans forme géométrique bien déterminée, la difficulté d'assurer la coordination entre différents mouvements, la médiocrité des résultats obtenus par un ordinateur programmé pour jouer aux échecs, régulièrement battu par un amateur expérimenté, etc.

de France) sur l'automatisme industriel. En 1973, environ 10 millions de francs (un million de francs) ont été dépensés.

«Schématiquement», on peut distinguer trois secteurs d'applications principales :

- Les automates travaillent en milieu hostile, par exemple dans les laboratoires radioactifs, sous la mer ou dans la vide interplanétaire ;
- Les prothèses et orthèses médicales.

Selon leurs motivations politiques, les pays l'intéressant aux automates développent leurs recherches dans tel ou tel secteur. Aux Etats-Unis et au Japon, on s'intéresse surtout aux applications militaires. En Europe de l'Est et en Union soviétique, on travaille beaucoup dans le domaine médical. Toutefois les Etats-Unis tentent aussi de mettre au point des équipements industriels. En Europe, les entreprises s'intéressent beaucoup aux automates automatisés capables d'exploiter les milieux hostiles.

Le Stanford research institute (S.R.I.) a réalisé un bras de laboratoire capable d'assumer une pompe, de lever, de pousser, de tourner et de faire des articulations semblables au coude et au poignet humains, et sa « main », une pince, d'ouvrir et de fermer une pince autour d'une balle. Ce bras possède l'intérieur de ses mâchoires deux rangées de capteurs de pression. Le poignet est muni d'un capteur de force (dix fois l'humain) et d'un capteur de couple (un effort dans trois directions). Le positionnement du bras est très précis. Le calculateur commande

[illegible]

O.S. électronique, comme on les appelle déjà, et a rejeté le choix de Veolia, d'autant qu'elle était la seule à proposer des solutions dans les années à venir, de la migration, de la main-d'œuvre non spécialisée. Le Régie aura besoin de milliers d'automates dans un proche avenir. L'apport des chaînes pour les automatistes était beaucoup trop long et coûteux et ne permettait pas la même simplicité d'emploi que les automates à commande humaine. Ils ont donc modifié de travailler sur leurs modèles de Veolia, après des réglages simples.

**L'effort du Japon**

Aux Msis-Unis, deux sociétés, Unimatec, Inc. et A.M.F.-Vealand, forment depuis une cinquantaine d'années une des principales industries stylées. General Motors en utilise vingt-six pour faire de pots de soudure sur ses voitures. Ford, et en Europe,

Aux Etats-Unis, deux sociétés, Unimation Inc. et A.M.F.-Versatran, fabriquent depuis une dizaine d'années des automates industriels simples. General Motors en utilise vingt-six pour faire de points de soudure sur ses voitures. Ford, et en Europe, Fiat et Daimler-Benz font de même.

« **L** ES prothèses existantes sont médiocres », a répliqué le professeur Rabinovich de l'Institut de médecine de Tomcov, de Seigrade, pour insister au point des recherches qu'il a réalisées sur un organe manquant et des membres (organe artificiel supportant un organe naturel) et des membres (membres artificiels et supérieurs. En France, vingt-cinq mille personnes souffrent de l'absence d'un membre supérieur et trois cent mille personnes au États-Unis ont perdu un membre inférieur. En Israël, on compte, en Union soviétique, cinquante milliers personnes souffrant de membres artificiels.

« L'homme la machine complexe qu'est l'homme requiert une grande habileté. Un capteur qui agit de façon automatique et déformable comme la peau est particulièrement sensible et peut être utilisé — en succion — dans un portait capteur installé au laboratoire d'automatisme », a-t-il conclu.

seuer la pression, le glissement, les forces, les couples ; des moteurs de petite taille, silencieux, à couple constant, à commande en temps réel d'un système complexe, et en soit qu'il faut développer une puissance importante dans plusieurs niveaux. Il faut enfin, e est test, but non cessant ; que les sources d'énergie de la commande soient elles-mêmes de source légère.

Si Den protheses schématiques et précises, il y a 80 % des handicaps ne portent pas leur poids de la main car elle n'est pas la seule partie du corps qui ne peut rien. Deux protheses de main ayant un effet de pince sont les plus utiles. Elles ont été développées dans le monde occidental : la main Otto Bock, fabriquée en Allemagne récente (cordeux) ou de cuir, et la main Schöten, fabriquée en Autriche. Elles restent inesthétiques, et le handicapé préfère souvent les protheses passives qui donnent l'illusion d'être une vraie main, comme en fait aussi la main du docteur S. Pillet en France.

# A L'ACHÈVE

3) **Des problèmes de liaison homme-machine :** l'intégration biologique d'une prothèse est un problème complexe. L'homme est composé nécessairement un mouvement, par exemple prendre un verre, le boire, en plusieurs mouvements successifs. Il faut donc éviter de multiplier les centres de commande. On a donc cherché à diviser le travail entre un calculateur qui coordonne les mouvements et l'homme qui garde la main. Les études de la commande de la prothèse par signaux électrocutés envoyés dans la main ont été considérées comme difficile à mettre en œuvre ;

4) **des problèmes financiers :** Les problèmes sont colossaux car les prothèses sont très coûteuses et seules certaines, mentionnées sur une liste, sont remboursées par la Sécurité sociale en France. Ce qui a contribué à paralyser les recherches. La main du Dr Piliwet vaut 7000-8000 F. Les autres articles : Vibrateur 5000 F.

2 millions de francs) qui vont être demandés à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

L'idée est née d'une réalisation de la société Alisaur, qui fabrique des combinaisons pour les pilotes de chasse et des vêtements commerciaux destinés aux papillons, qu'un fois gonflés à la pression d'air, ils deviennent des vêtements papillogiques (paralysés des membres inférieurs) de se tenir debout. Ils ont vendu entre 1940 et 1950 2 à 3 millions de pièces, le malade peut essayer de marcher lorsque ses membres inférieurs sont paralysés. Ce qui est convenient est qu'il doit gonfler le pantalon chaque fois qu'il veut marcher.

Pourquoi ne pas imaginer alors un vêtement fait de plusieurs sections gonflées en permanence qui seraient attachées au niveau de la hanche, du genou et de la cheville et dont les mouvements seraient créés artificiellement par l'air ? Cette machine à marcher

Malin'est au Japon que l'industrialisation automatique se développe à plus rapidetempo. On estime que sur les 180 sociétés qui fréquentent de tels engins 140 ont japonaises (Kawasaki, Nissan, Honda, Toyota, etc.) et toutes fonctionnent dans le mode 1.600 sont installées au Japon et aux Etats-Unis et 300 en Europe. Le marché automobile est estimé de 100 milliards de francs en 1972 et de 190 milliards en 73. Ces automobiles accomodent des travaux répétitifs et monotones, nécessitant des opérations techniques, moulage par injection, matières plastiques, alimentation de presses en pièces détachées, etc. Selon leur force tonnage, elles sont classées en 3 catégories et la semaine de leur mini-calculateur (P.D.P. 16, Nova, 1300) leur prix varie entre 25 000 et 250 000 F.

Les automates restent simples : ils ne font que compter à 6 chiffres de liberté, une commande pneumatique ou électro-hydraulique.

« **L** ES prothèses existantes sont médiocres », n'hésite pas à dire le professeur Rabischong, de Mont-

lurer la pression, le glissement, les forces, les couples : des moteurs de petite taille, silencieux, à commande électronique, à commande en temps réel d'un système complexe, et on sait qu'il faut décomposer un problème complexe en plusieurs sous-problèmes. Il faut enfin, et *last, but not least*, que cette électronique de commande soit elle-même programmable, et que la source d'énergie soient les diodes.

2) Des problèmes éthétiques et psychologiques : 80 % des handicaps sont dus à une mauvaise utilisation de la main car elle est laide (crochet) ou ne leur sert à rien (pince). On ne peut pas aller ayant un objet de pince sans aujourd'hui rendus dans le monde occidental : la main Otto est une main qui ne fait que pincer, décaler, et la main Vianzas, fabriquée en Autriche, klaxonne, restitue des sensations, et permet de saisir. On a une prothèse passive qui donne l'illusion d'être une vraie main, comme on fait au théâtre, mais le docteur en fait au France.

3) D<sup>2</sup>s problèmes de liaison homme-machine : l'intégration biologique d'une prothèse est un problème qui, pour l'instant, ne se compose nécessairement d'un mouvement, par exemple prendre un verre, boire, en plusieurs mouvements, mais d'un mouvement qui a pour but d'éviter de multiplier les centres de commande sur une prothèse. On a donc un homme qui agit par un calculateur qui coordonne les mouvements et l'homme qui garde la commande stratégique. On a donc des signaux électriques envoyés dans les muscles est considéré comme difficile à mettre en œuvre :

4) D<sup>3</sup>s problèmes :

a) Les problèmes sensoriels : car il faut les adapter à chaque malade et selon certaines mentions, les adapter à la sensibilité des personnes par la Sécurité sociale, en France. Ce qui a contribué à paralyser les recherches. Le malin est la filière de la recherche, la main articulaire Vianetone 5 000 F.

Ces considérations expliquent pourquoi bien des réalisations de laboratoire ne sont pas commercialisées. Le professeur Tomovic a réalisé, par exemple, un minuscule articulé et doté de capteurs de pression qui n'a jamais été fabriqué en grande série. L'hôpital américain Rancho Los Amigos en a fabriqué une dizaine, mais il n'en a pas fait plus. Le 7 septembre, le Congrès américain a voté la loi qui fixe à 7 le nombre de libertés terminées par une pince. Le malade commande la pince, le prothésiste en appuyant avec sa langue sur l'une des neuf touches d'un clavier. Le malade choisit la pince, contre sa machine supérieure. Ce bras n'offre au malade aucune autonomie

puisqu'il faut un calculateur à côté et une source d'électricité. Cent de ces bras ont été vendus dans le monde, mais seulement deux ont été installés dans des hôpitaux, à titre d'essai.

Le bras humain accomplit des mouvements très variés, tandis que, pour la marche on mûne, le membre inférieur accomplit des mouvements répétés et qui se simplifient un peu. Le professeur Rabichowz voudrait ainsi étudier une machine à marcher avec Belgrade et le laboratoire d'automatisme de Toulouse, grâce à des crédits (1) et

La première machine se contentera d'offrir quelques degrés de liberté. Mais le problème reste celui du poids. La marche requiert en effet six à sept livres de poids, ce qui implique que les batteries sur lesquelles on traîne une sorte de chariot, ne portent une valise. On peut imaginer de demander au fabricant de fabriquer un appareil léger, mais cela risque d'être très coûteux. En outre, aucun moteur, actuel n'est silencieux.

ondule soit tout au long de la  
 (rectoile soit en deux points  
 aiment. En Europe, il existe un  
 rion en Grande-Bretagne  
 waker-Stiddeley, licencié de  
 (L.F.-Verstarr), un autre en  
 (Gachot, licencié de Seiko,  
 société japonaise), un troi-  
 en République fédérale  
 (V.F.W. - Pöcker),  
 x en Suède (Kaufeldt A.B. et  
 ) et un en Norvège (Trall-  
 Cette première génération  
 ukomates fait l'objet, un peu  
 tout, de recherches en vue  
 de l'amélioration.

# POUR ENRICHIR L'URANIUM SUD-AFRICAIN

## Un procédé de séparation isotopique par tuyères

TANDIS que l'Europe va construire sa première usine d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse à des fins commerciales et que la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne mettent au point le procédé d'enrichissement par diffusion gazeuse, la République d'Afrique du Sud continue de réaliser une usine d'enrichissement faisant appel à un troisième procédé, les tuyères. La réalisation de l'usine est assez avancée et elle devrait

au début des années 80, offrir 7 millions d'unités de travail de séparation isotopique (U.T.S.). Selon le gouvernement de Pretoria, l'usine est 25 fois moins chère qu'une usine équivalente de diffusion gazeuse et son coût s'élève à 5300 millions de francs environ.

La République d'Afrique du Sud a l'intention de produire de l'uranium enrichi moins à usage militaire qu'à des fins civiles. Ses réserves d'uranium (200 000 tonnes de gisement assuré, estimé à moins de 50 francs les 450 grammes) sont les plus importantes du monde après celles des États-Unis, et elles sont équivalentes à celles du Canada. La République d'Afrique du Sud continue activement les recherches de nouveaux gisements et étudie aussi le matériel d'exporter les minerais uranifères contenus dans les résidus des terrains aurifères épuisés.

Le but des Sud-Africains est non seulement d'extraire l'uranium naturel nécessaire à leur programme nucléaire (leur puissance actuelle est de 200 mégawatts, prévue à 1 000 mégawatts d'ici à l'an 2000), mais aussi d'exporter l'uranium. Aujourd'hui, exportent 4 000 tonnes de l'uranium soit produits chaque année.

Avec son usine d'enrichissement de l'uranium, la République d'Afrique du Sud veut aller plus loin et vendre l'uranium enrichi destiné aux réacteurs à eau légère. « Le décoller sur l'atmosphère » ont commencé il y a environ quinze ans, et une petite

usine expérimentale fut construite en 1970. Aujourd'hui, les ingénieurs de ce pays estiment que, bien que le procédé d'enrichissement par tuyères consume un peu plus d'électricité que la diffusion gazeuse, l'usine sera complétée avec les autres de diffusion gazeuse.

Le procédé en effet pour diminuer de 25 % l'énergie consommée en augmentant la capacité de séparation de chaque tuyère. Il ne fait aucun doute que la République d'Afrique du Sud a travaillé à la mise au point de ce procédé en collaboration étroite avec la République fédérale d'Allemagne. Un accord prévoit une étude commune d'un an a été récemment signé. Au centre de Karlsruhe, où travaille le professeur Becker, fonctionnent

deux installations de séparation isotopique avec des tuyères multiples, l'une étant dérivée des travaux de l'Institut, l'autre des travaux du groupe industriel STEAG (Stammböhl-Elektronik AG). Une première installation à dix tuyères a commencé ses essais en 1970 et de nouvelles « cascades » de vingt-cinq mille unités de travail de séparation doivent être construites à partir de cette année.

La République fédérale d'Allemagne étudie ainsi deux procédés nouveaux d'enrichissement de l'uranium : l'ultraconcentration, qui bénéficie de la majeure partie des crédits (plus d'un milliard de francs d'ici à 1980), et le procédé par tuyères, qui reçoit environ 14 millions de francs de crédits d'études par an.

Les coûts comparés

Le procédé d'enrichissement par tuyères est le suivant : en mélange l'hexafluorure d'uranium à de l'hélium pour que le flux de gaz, qui est à 50 % de l'hélium, puisse atteindre des vitesses supersoniques. Le mélange est envoyé dans les tuyères, où il est alors dévié à 180 degrés par une paroi courbe. Les deux variétés d'uranium se trouvent partiellement séparées. On pompe le mélange légèrement enrichi en uranium-235 vers la République d'Afrique du Sud, où il est enrichi et réutilisé. L'uranium légèrement enrichi est envoyé vers une autre tuyère, et ainsi de suite.

Un étage de séparation se présente sous la forme d'un long cylindre comportant une dizaine de canaux où circule le gaz et se termine par une tuyère. Pour l'instant, on estime que le coût annuel de l'investissement par kilogramme de travail de séparation est de 100 dollars (environ 453 francs) pour la diffusion gazeuse, de 100 dollars (environ 453 francs) pour le procédé par tuyères. La consommation d'électricité par kilogramme de travail de séparation est de 2 500 kilowattheures pour la diffusion, de 300 à 400 kilowattheures pour l'ultraconcentration, et de 500 pour le procédé par tuyères.

## LES HOMMES ET LES MACHINES

### Des déchets radioactifs dans le système solaire

LA NASA a terminé une étude sur la manière d'éliminer les déchets radioactifs dans le système solaire. La méthode la moins coûteuse est de les jeter dans le désert. Cette idée a déjà fait couler beaucoup d'encre aux États-Unis. Les critiques sont nombreuses. La méthode est dangereuse. On ne peut, en effet, isoler aucune distance de l'engin, probablement chargé d'arracher les déchets de la Terre et les envoyer dans le système solaire. Il faut, outre, protéger sur Terre des radiations émises par les déchets.

La NASA n'est pas seule. Elle a une nouvelle méthode, qui peut placer sur orbite terrestre une charge utile de 100, voire 150 tonnes, à transporter chaque fois que 200 kilogrammes de déchets, puisque ces derniers sont déjà enfermés dans des conteneurs d'acier et de plomb lourds. Ce qui sera très intéressant — environ 1 million de francs par kilogramme de déchets. Encore faut-il enlever les déchets et les jeter à l'atmosphère de la Terre, ce qui sera tout aussi coûteux.

La méthode la moins coûteuse est de les jeter dans le désert. Cette idée a déjà fait couler beaucoup d'encre aux États-Unis. Les critiques sont nombreuses. La méthode est dangereuse. On ne peut, en effet, isoler aucune distance de l'engin, probablement chargé d'arracher les déchets de la Terre et les envoyer dans le système solaire. Il faut, outre, protéger sur Terre des radiations émises par les déchets.

### Le danger des ondes radioélectriques

DANS un article de la revue « Science et Vie », paru dans le numéro de juillet, le professeur S. Korbelt, auteur d'un ouvrage sur les dangers des ondes radioélectriques, pour les êtres vivants, a étudié les effets électromagnétiques de fréquences élevées, mais non ionisantes, telles que les ondes des radars, à bord des avions, par exemple, ou les ondes des téléphones, des radios, des appareils ménagers, etc. Les effets sont très différents, mais ils sont tous liés à la fréquence et à l'intensité des ondes. Les ondes radioélectriques peuvent être classées en trois catégories : les ondes à basse fréquence (moins de 100 kHz), les ondes à fréquence moyenne (100 kHz à 10 MHz), et les ondes à haute fréquence (plus de 10 MHz).

### Quand la lumière vient des rayons X

UN récent numéro du journal scientifique « Nature » a publié un article de J. J. Thomson, qui a étudié les effets des rayons X sur la matière. Les rayons X sont une forme de lumière à haute énergie, capable de pénétrer la matière et de provoquer des réactions chimiques. Ils sont utilisés en médecine pour diagnostiquer les maladies, et en physique pour étudier la structure de la matière.

Les rayons X sont une forme de lumière à haute énergie, capable de pénétrer la matière et de provoquer des réactions chimiques. Ils sont utilisés en médecine pour diagnostiquer les maladies, et en physique pour étudier la structure de la matière.

## EN TOUTE LOGIQUE

PROBLÈME No 23

### Des trains et des hommes

DIX hommes marchent le long d'une voie de chemin de fer. Un train passe le premier homme en 10 secondes, le deuxième en 20 secondes, le troisième en 30 secondes, le quatrième en 40 secondes, le cinquième en 50 secondes, le sixième en 60 secondes, le septième en 70 secondes, le huitième en 80 secondes, le neuvième en 90 secondes, et le dixième en 100 secondes.

Quelle est la longueur du train ?

SOLUTION DU PROBLÈME No 22

Plusieurs répartitions sont possibles. En voici une :

Premier tour :	A	B	D
Deuxième tour :	1	2	3
Troisième tour :	1	2	3
Quatrième tour :	1	2	3

12 11 10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Deuxième tour : A C D  
premier tour : 1 2 3  
troisième tour : 1 2 3  
quatrième tour : 1 2 3

PIERRE BERLOQUIN

## CONCUS PAR DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES

### Deux ballons captifs pour relayer les télécommunications en Corée du Sud

La société américaine Telecommunications Inc. (T.C.O.M.) a été choisie par la Corée du Sud pour concevoir et construire deux ballons captifs qui serviront à relayer les télécommunications entre les deux pays. Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

Les ballons captifs sont des ballons gonflés à l'hélium, qui sont attachés à une corde et qui sont utilisés pour relayer les télécommunications entre les deux pays.

## CORRESPONDANCE

### Le refroidissement des centrales nucléaires

Plusieurs lecteurs nous ont écrit qu'ils étaient intéressés par l'article paru dans le numéro de juillet de « Le Monde » sur le refroidissement des centrales nucléaires. Ils nous ont demandé si nous pouvions leur fournir plus d'informations sur ce sujet.

Plusieurs lecteurs nous ont écrit qu'ils étaient intéressés par l'article paru dans le numéro de juillet de « Le Monde » sur le refroidissement des centrales nucléaires. Ils nous ont demandé si nous pouvions leur fournir plus d'informations sur ce sujet.

## VIVE PARIS EN AOÛT

C'est fou comme on s'ennuie à Paris en août quand tout est fermé. Vous avez vu déjà ? Les magasins sont fermés, les restaurants sont fermés, les parcs sont fermés, les jardins sont fermés, les bibliothèques sont fermées, les musées sont fermés, les théâtres sont fermés, les cinémas sont fermés, les clubs sont fermés, les bars sont fermés, les discothèques sont fermées, les salles de concert sont fermées, les salles de spectacle sont fermées, les salles de conférence sont fermées, les salles de réunion sont fermées, les salles de séminaire sont fermées, les salles de formation sont fermées, les salles de cours sont fermées, les salles de conférence sont fermées, les salles de réunion sont fermées, les salles de séminaire sont fermées, les salles de formation sont fermées, les salles de cours sont fermées.

Une autonomie d'une semaine

Chaque ballon emporte dans sa nacelle un équipement de télécommunications d'un poids de 1500 kilos, qui est suspendu comme un pendule et dont les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon. Les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon.

Une autonomie d'une semaine

Chaque ballon emporte dans sa nacelle un équipement de télécommunications d'un poids de 1500 kilos, qui est suspendu comme un pendule et dont les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon. Les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon.

Une autonomie d'une semaine

Chaque ballon emporte dans sa nacelle un équipement de télécommunications d'un poids de 1500 kilos, qui est suspendu comme un pendule et dont les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon. Les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon.

Une autonomie d'une semaine

Chaque ballon emporte dans sa nacelle un équipement de télécommunications d'un poids de 1500 kilos, qui est suspendu comme un pendule et dont les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon. Les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon.

Une autonomie d'une semaine

Chaque ballon emporte dans sa nacelle un équipement de télécommunications d'un poids de 1500 kilos, qui est suspendu comme un pendule et dont les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon. Les câbles sont reliés à des antennes situées à l'extérieur du ballon.









## RELIGION

à l'intérieur de celle tentant  
qu'il remportera la véritable ex-  
toire »

à l'intérieur de celle tentant  
qu'il remportera la véritable ex-  
toire »

« Soit! Paul est un homme perdu, un homme troqué. Il o consenti à être un homme perdu de réputation. (...) On l'accuse d'être un homme troqué. On lui reprochera de ne pas se conformer aux habitudes du milieu dans lequel il vit. (...) Il est bien sûr que le christianisme tel qu'il est pratiqué dans ce monde d'aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'il fasse beaucoup de strondale. »

« Soit! Paul : son premier aspect est la pureté d'intention, c'est-à-dire le fait, en agissant, de se soucier du jugement de Dieu et non pas du jugement des hommes. »

**Au congrès de Lausanne**

**LES CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES**  
**ONT RECONNU L'IMPORTANCE**  
**DES ENGAGEMENTS**  
**SOCIAUX POLITIQUES**

**SOCIO-POLITIQUES**

Avant de se séparer, le congrès international pour l'évangélisation mondiale, qui vient de se réunir à Genève du 17 au 20 septembre, l'évêque anglican Jack Dain, a adopté un document en quinze points où il relève notamment : « L'absence d'un langage commun, nous avons été négligents et que nous avons parfois considéré l'évangélisation et l'action sociale comme deux tâches séparées. Les chrétiens ont vu l'homme et l'homme n'est pas la réconciliation de l'homme avec Dieu, l'action sociale n'est pas l'évangélisation, et la lutte contre les problèmes sociaux politiques. Néanmoins, nous affirmons que l'évangélisation et l'engagement socio-politique sont des aspects complémentaires du christianisme. Nous les voyons comme l'expression nécessaire de notre doctrine de Dieu et de l'homme, de

chrétien. Tous les deux sont l'expression nécessaire de notre doctrine de Dieu et de l'homme de

« Nous nous réjouissons, poursuivait-il, de voir se lever une nouvelle ère missionnaire. Nous assistons à la disparition rapide du rôle dominant des missions occidentales. Dieu est en train de

une force naissante et renouvelée pour l'évangélisation. (—)

muscular avec les jeunes Epitres une forceissante et renouvelée pour l'évangélisation. (—)  
 e Nous rejetois, comme un rêve orgueilleux et présomptueux, l'idée que l'homme puisse jamais édifier sur terre un règne de paix et de bœux. (—) Nous attendions les nouveaux cieux et la nouvelle terre où la justice habiterait. (—) Entre-temps, nous nous consacra à nouveau au service du Christ à celui des hommes. »

50 di-  
entre et  
chez les

● **Peu VI et l'écologie.** — S'adressant aux fidèles réunis le dimanche 28 juillet dans la cour de sa villa de Castegandolla, Paul Vm a invité, à l'occasion des vacances, à lire « le grand livre de la nature ». « Nous devons, a-t-il dit, nous devons être peu écologie lorsque, bien entendu, la ne transforme pas l'homme maître en serviteur du monde naturel, mais le prépare à une sésation, bonne, propre, salsito et esthétisme du milieu dans mei se déroule la vie homo ».

et de boxeur. (...) Nous atten-  
dons les nouveaux cioux et la  
nouvelle terre où la justice habi-

# EDICATION

## FRÉGATIONS

Bert Philippe (7<sup>e</sup>), Blamont  
(10<sup>e</sup>del) (94), Bonnarave (27<sup>e</sup>),  
Bon (1<sup>e</sup>), Bouillat (29<sup>e</sup>), Bour-  
din Boutin (60<sup>e</sup>), Brizand  
Cot (94), Cappelle (174), Cazade  
(53), Chalange (130<sup>e</sup>), Chambert  
(53), Chauvet (121<sup>e</sup>), Chevignard  
(38), Chiquet (119<sup>e</sup>), Clastrébanin  
(66<sup>e</sup>), Dels (37), Dailigault (34-1),  
Dese (13<sup>e</sup>), Durbois René (188-1),  
Dut (12<sup>e</sup>), Facher (144), Du-  
moulin (2), Durai (133<sup>e</sup>), Dupont  
14, Fougere (73<sup>e</sup>), Gabarron  
Gardie (54), Gassimont (73<sup>e</sup>),  
Gilon (50<sup>e</sup>), Gleton (2<sup>e</sup>), Ger-  
m (9), Grastier (81<sup>e</sup>), Granon

... (entre-temps, nous nous consacrons à nouveau au service du Christ à celui des hommes.) »

[illegible]

● **Po VI et l'écologie.** — S'adressat aux fidèles réunis le dimanche 28 juillet dans la cathédrale.



# ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.

DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,50
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,50
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	14,50
Offres	27,00	31,50
Offres d'emploi "Prestations" (2 col.)	31,50	31,50
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,00

La ligne La ligne T.C.

IMMOBILIER	21,00	24,51
ACHAT - VENTE - LOCATION	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	21,00	24,51
CAPITAUX	21,00	24,51
OCASIONS	21,00	24,51

## offres d'emploi

## offres d'emploi

### statistiques sociales

BSN Gervais-Danone recherche pour sa Direction Générale des Relations Humaines un (e) diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur, disposant d'une très solide formation statistique (ENSAE, Maîtrise Maths + Statistiques, Sc. Eco. option économétrique).

Il ou elle apportera son assistance dans l'étude, le traitement et l'utilisation des données sociales pour l'ensemble du Groupe, notamment en matière de tableaux de bord sociaux, d'analyse et de développement des méthodes de quantification, de recherche de habitats des informations.

Une première expérience professionnelle serait appréciée mais n'est pas indispensable à une personne déjà sensibilisée à la gestion des hommes en entreprises.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé sous la référence E 19 à Gervais-Danone, BSN Gervais-Danone, 125110, rue Jules Guesde, 92302 Levallois-Perret.

### DIRECTEUR ADMINISTRATION ET FINANCES

Ce poste requiert :

- une bonne expérience de la finance, de la comptabilité et de l'administration,
- la capacité de mener des hommes et de les motiver,
- un talent d'organisation et de planification très développés,
- une bonne connaissance de la langue allemande, tant parlée qu'écrite.

La rémunération est en fonction de l'importance des postes et de bonnes possibilités de promotion sont offertes.

Adressez-nous votre curriculum vitae si possible détaillé, et indiquez vos références. Nous vous garantirons une discrétion absolue. Si vous êtes intéressés, envoyez votre dossier de candidature sous référence 521.780 à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, Paris-2, qui transmettra.

## L'immobilier

### exclusivité

### constructions neuves

**INFORMATION LOGEMENT**

Centre Nation : 346-11-74  
Centre Etoile : 825-25-25

pour vous louer ou pour investir

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### 15° STUDIOS

EXCELLENT PLACEMENT  
PRX PERMANENT  
LIGNE 346-11-74  
LIGNE 825-25-25

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### locations neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### appartements

### vente

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

### constructions neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### constructions neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### constructions neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### constructions neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.

### constructions neuves

Paris. De 3 à 10 p.d.t./bte.

— 30 000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;  
— une documentation, précieuse sur chaque programme ;  
— 10 années d'expérience avec une clientèle avertie ;  
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART  
Service gratuit de la Compagnie Immobilière.







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### La «grogne» paysanne se développe dans la C.E.E.

La date à laquelle M. Giscard d'Estaing doit recevoir les dirigeants agricoles n'était pas encore connue ce mardi en fin de matinée, ce qui se

manquait pas de surprendre les États-majors paysans, pressés d'entretenir le chef de l'État de la gravité des problèmes de l'agriculture française.

Le parti communiste met à profit ces passages à vide des pouvoirs publics pour multiplier les déclarations de défiance de la petite paysannerie. M. Gaston Filsen, député de la Seine, a déclaré : « Le gouvernement refuse de prendre les mesures qui permettraient de sortir de la situation difficile dans laquelle se trouvent les paysans français. Il faut qu'il soit clair pour tous que le gouvernement ne peut pas de simples promesses et encore moins des menaces qui peuvent y remédier (...). Les organisations et les élus communistes, qui soutiennent l'action paysanne, prendront les initiatives nécessaires pour appuyer les justes revendications des producteurs agricoles ».

Le mouvement des « la base » reste en effet très vif. Le bureau du comité de Giscard (qui regroupe les organisations départementales de dix-neuf départements du centre de la France) appelle les producteurs de viande et les autres producteurs à poursuivre, multiplier et élargir les actions, tant en direction du gouvernement que de ceux des

parlementaires qui n'ont pas démenti la conception autoritaire de l'Assemblée nationale. « À l'Assemblée, l'impératif est la défense de nos producteurs, pour que les ministres de l'Agriculture et des Pêches ne soient pas des ministres de la Communauté européenne. À noter enfin que la grogne paysanne s'aggrave les autres pays de la Communauté européenne. En Belgique, des exploitants ont défilé et bloqué les routes dans la région liégeoise et à Mons. Des paysans hollandais ont bloqué les routes dans la région de Groningue. Les exploitants de la Communauté européenne ont décidé d'organiser l'automne prochain des actions de masse, avec plusieurs centaines de milliers de participants, sous la forme de ventes de fruits, de légumes, d'œufs et de viande, directement au producteur, au consommateur, et des cortèges qui défilent dans les rues, au son de « marches de silence ».

**Une bombe chez M. Brul**  
Une partie des manifestants se sont réunis en tout cas contre les responsables des organisations paysannes. C'est ainsi que M. Marcel Brul, président de la Confédération nationale de l'élevage, a été victime d'une tentative d'assassinat à la sonde. Une bombe de cuisine contenait un kilogramme de poudre noire et a été déposée dans la sonde. M. Brul, qui était accompagné de son épouse et de son fils, a été blessé à la main. L'engin a été déjoué.

Dans le Rhône, la permanence de M. Alain Mayoud, député U.R. à la suite de la démission de M. Mayoud, a été l'objet d'une tentative d'assassinat. Une bombe a été déposée dans la sonde. M. Mayoud, qui était accompagné de son épouse et de son fils, a été blessé à la main. L'engin a été déjoué.

## MONNAIES

### DEUX NOUVELLES PIÈCES DE 10 F ET DE 50 F

Deux nouvelles pièces de monnaie, de 10 F et de 50 F, vont être mises en circulation prochainement. M. Fournier, ministre de l'Économie et des Finances, a annoncé que les nouvelles pièces de 10 F et de 50 F seraient mises en circulation à partir du 1er septembre. Les pièces de 10 F seront en aluminium et les pièces de 50 F en acier inoxydable. Les nouvelles pièces seront émises dans un cadre de modernisation de la monnaie française. Elles seront émises en même temps que les nouvelles pièces de 20 F et de 100 F.

## PENSIONS

### LE PAIEMENT MENSUEL EXIGERAIT DES TRAVAUX CONSIDÉRABLES

La substitution du paiement mensuel des pensions à l'actualisation trimestrielle soulerait de graves difficultés, vient de répondre le ministre. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que le paiement mensuel des pensions nécessiterait des travaux considérables. Il a souligné que le paiement mensuel des pensions nécessiterait des travaux considérables. Il a souligné que le paiement mensuel des pensions nécessiterait des travaux considérables.

## INDUSTRIE

### LES P.M.I. BÉNÉFICIERONT DE MESURES DE FAVEUR

Les petites et moyennes industries ont droit à des mesures de faveur. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que les petites et moyennes industries ont droit à des mesures de faveur. Il a souligné que les petites et moyennes industries ont droit à des mesures de faveur. Il a souligné que les petites et moyennes industries ont droit à des mesures de faveur.

### En Argentine

### Le gouvernement veut renforcer le contrôle de l'État dans le secteur pétrolier

De notre correspondant  
Buenos Aires. — Le projet de loi sur les hydrocarbures que le gouvernement argentin vient d'adopter au Parlement vise, pour l'essentiel, à renforcer le contrôle des entreprises d'État (Y.P.F.) (Yacimientos Petrolíferos Fiscales) et de Gas del Estado (G.E.), sur le secteur pétrolier, de l'exploration à la commercialisation en passant par toutes les étapes intermédiaires.

Y.P.F. jouit actuellement d'un quasi-monopole, sauf dans le domaine du raffinage et de la distribution du pétrole et des produits dérivés, où l'entreprise d'État coexiste avec des entreprises privées. Les entreprises d'État ont le monopole de l'exploration et de l'exploitation des gisements pétroliers. Elles ont également le monopole de la distribution du pétrole et des produits dérivés.

### M. DURAND : le chef d'entreprise doit être choisi par tous ceux qui sont intéressés à la marche de celle-ci.

M. Michel Durand, ministre du Travail, a-t-il vraiment l'intention de proposer l'élection du chef d'entreprise par le personnel ? « Mes propos ont été quelque peu déformés », répond le ministre dans un entretien publié par le Nouvel Observateur du 29 juillet. « Je suis convaincu que les chefs d'entreprise doivent être élus au suffrage universel ». M. Durand a déclaré que le chef d'entreprise doit être choisi par tous ceux qui sont intéressés à la marche de celle-ci. Il a souligné que le chef d'entreprise doit être choisi par tous ceux qui sont intéressés à la marche de celle-ci.

## A L'ÉTRANGER

### LA HAUSSE DES SALAIRES S'ACCÈRE

La hausse des salaires s'accroît. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît.

La hausse des salaires s'accroît. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît.

### LA HAUSSE DES SALAIRES S'ACCÈRE

La hausse des salaires s'accroît. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît. Il a souligné que la hausse des salaires s'accroît.

## MAIRIES

### Les négociations entre l'Iran et les firmes européennes se multiplient

La firme automobile allemande Volkswagen a engagé des pourparlers avec des responsables iraniens pour la construction d'une usine d'automobiles à Téhéran. Les négociations se multiplient. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que les négociations se multiplient. Il a souligné que les négociations se multiplient.

## USINOR : mini-acierie dans la vallée du Rhône et projets au Brésil.

Comme son président, l'avait annoncé au mois de juin, le groupe sidérurgique Usinor va construire une mini-acierie dans la vallée du Rhône, associée avec la société française de sidérurgie, la S.A. de la Vallée du Rhône. Le projet est en cours de réalisation. M. Durand, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que le projet est en cours de réalisation. Il a souligné que le projet est en cours de réalisation.

## MORT DE LA PRINCESSE HENRI DE POULIGNAC

La princesse Henri de Polignac, petite-fille de Mme de Noailles, est décédée à Paris le 28 juillet. Elle était âgée de 84 ans. Elle avait été mariée à Henri de Polignac, comte de Noailles. Elle était la mère de la princesse de Monaco. Elle était la mère de la princesse de Monaco.

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.

## SCOTCH WHISKY TEACHER (Distillers) LIMITED

Rapport de M. A.K. Bergin, Chairman de la Scotch Whisky (Distillers) Limited. Le rapport de M. A.K. Bergin, Chairman de la Scotch Whisky (Distillers) Limited, a été publié. Il a souligné que le rapport de M. A.K. Bergin, Chairman de la Scotch Whisky (Distillers) Limited, a été publié. Il a souligné que le rapport de M. A.K. Bergin, Chairman de la Scotch Whisky (Distillers) Limited, a été publié.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCOTCH WHISKY TEACHER (Distillers) LIMITED  
SICAV DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES  
VALOREM  
FRUCTIDOR  
COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELLEUX  
FONCINA

## T DES EURODEVICES

Devise	Franc suisse
1/4	0 1/4
1/2	0 1/2
3/4	0 3/4
1	1
1 1/4	1 1/4
1 1/2	1 1/2
1 3/4	1 3/4
2	2
2 1/4	2 1/4
2 1/2	2 1/2
2 3/4	2 3/4
3	3
3 1/4	3 1/4
3 1/2	3 1/2
3 3/4	3 3/4
4	4
4 1/4	4 1/4
4 1/2	4 1/2
4 3/4	4 3/4
5	5
5 1/4	5 1/4
5 1/2	5 1/2
5 3/4	5 3/4
6	6
6 1/4	6 1/4
6 1/2	6 1/2
6 3/4	6 3/4
7	7
7 1/4	7 1/4
7 1/2	7 1/2
7 3/4	7 3/4
8	8
8 1/4	8 1/4
8 1/2	8 1/2
8 3/4	8 3/4
9	9
9 1/4	9 1/4
9 1/2	9 1/2
9 3/4	9 3/4
10	10

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.

## DE L'EAU POTABLE A RABAT (O.N.E.P.)

Un avis de concours n° 37-74 pour l'étude et la réalisation de la première tranche de la station de traitement (espérée 60.000 m³ par jour) pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de TANGER, à partir de l'oued Hachef, situé à 20 km au sud de Tanger — délai d'exécution 12 mois à compter de la date de l'ordre de service du commencement des travaux. Le dossier pourra être retiré à la Division de l'Équipement sise au Quartier Administratif à Rabat. L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire fixé à 1,5 % du montant de celle-ci seront obligatoirement inclus dans une enveloppe cachetée portant la mention « L'OFFRE CHIFFRÉE ET LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE », placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du concurrent pour des raisons pour des travaux de même nature et d'importance. Le pli portant clairement le numéro du concours et le nom du concurrent sera adressé à M. le Directeur Général de l'O.N.E.P., RABAT-CHELLAH (Maroc) et devra parvenir au plus tard le MERCREDI 2 OCTOBRE 1974.





